



## **L'économie sociale, un élément essentiel pour la cohésion sociale**

Conseil de l'Europe - 2011



**I – La stratégie de cohésion sociale du Conseil de l'Europe**

**II - Le rôle de l'économie sociale et solidaire pour la cohésion sociale**

**III - Le soutien du Conseil de l'Europe à l'économie sociale et solidaire**



# I – La stratégie de cohésion sociale du Conseil de l'Europe

- 1949** Création du Conseil de l'Europe pour la paix et le progrès à travers la **démocratie**, les **droits de l'homme** et l'**État de droit**
- 1950** Signature de la **Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales** et création en 1959 de la Cour Européenne des Droits de l'Homme
- 1961** Signature de la **Charte sociale européenne**
- A partir de **1973** Situation de **régression** des droits sociaux et de creusement des **inégalités**
- 1997** Deuxième sommet du Conseil de l'Europe, la cohésion sociale devient « l'une des **exigences primordiales** de l'Europe [...] et un complément indispensable aux droits de l'homme et à la dignité humaine »



## I – La stratégie de cohésion sociale du Conseil de l'Europe

- ▶ Cohésion sociale : la capacité d'une société à assurer le **bien-être de tous** ses membres, à **minimiser les disparités** et à **éviter la polarisation**
- ▶ Toute société se doit de trouver des mesures afin de **réduire les inégalités** et de **rétablir l'équité** avant que son équilibre ne soit menacé
- ▶ La cohésion sociale est un **idéal**, elle demande en permanence à être **entretenu**, **améliorée**, **adaptée** aux changements
- ▶ Elle consiste à **lutter** contre l'exclusion sociale et la pauvreté tout en créant au sein de la société une **solidarité** qui soit préventive mais qui puisse aussi guérir



# I – La stratégie de cohésion sociale du Conseil de l'Europe

- ▶ La responsabilité du bien-être de tous est la **responsabilité de toutes les parties de la société** (État, entreprises, citoyens) : coresponsabilité et société-providence
- ▶ Rôle essentiel de l'État, **garant** des droits, de l'équité, de la solidarité et **partenaire** de la société civile
- ▶ Rôle essentiel des **systèmes de sécurité sociale** pour la cohésion sociale
- ▶ Politiques macro-économiques saines pour réduire les **inégalités générées par les économies de marché**, mais aussi droit à un emploi décent
- ▶ Promotion de **nouvelles formes d'actions économiques** qui s'inscrivent dans une approche de cohésion sociale
- ▶ Rôle important de la **solidarité familiale**
- ▶ Une nouvelle **éthique de la responsabilité sociale** : responsabilité partagée, citoyenneté active



## II – Le rôle de l'économie sociale et solidaire pour la cohésion sociale

- ▶ Face aux enjeux de la mondialisation, la société civile a un rôle croissant à jouer
- ▶ Coresponsabilité et concertation entre pouvoirs publics et société civile
- ▶ Un nouveau paradigme d'intégration et de partage des responsabilités entre Etat, marché et société civile
- ▶ L'économie sociale et solidaire, une source d'engagement éthique et solidaire des citoyens
- ▶ Rôle primordial joué par les associations, les coopératives et les organisations non gouvernementales grâce à leur fonction de médiation sociale entre le public et les pouvoirs de représentation et de décision
- ▶ Lieu d'apprentissage et d'exercice de la citoyenneté, de



## II – Le rôle de l'économie sociale et solidaire pour la cohésion sociale

- ▶ Mise en pratique de valeurs de solidarité indispensables à la cohésion sociale
- ▶ Promotion et insertion dans les activités économiques de critères sociaux et environnementaux
- ▶ Des échanges moins anonymes, porteurs de lien social
- ▶ Faire entrer des groupes sociaux vulnérables dans les processus économiques
- ▶ Générer de l'emploi, faciliter la réinsertion sociale des plus démunis
- ▶ Encourager l'ensemble des acteurs économiques à se concentrer sur une activité solidaire et éthique
- ▶ Responsabilité des producteurs et consommateurs y compris envers les générations futures comme garantie



## II – Le rôle de l'économie sociale et solidaire pour la cohésion sociale

- ▶ L'Assemblée considère que l'engagement citoyen dans l'économie est d'un intérêt primordial pour les pouvoirs publics, car il modifie progressivement le système économique, notamment en introduisant de nouvelles perspectives dans les rapports entre citoyens et société, citoyens et environnement, et entre les citoyens et le monde.
- ▶ Une telle approche est particulièrement intéressante pour les pays européens et pour une organisation comme le Conseil de l'Europe au regard des valeurs qu'il défend et promeut.
- ▶ Elle considère également que les pouvoirs publics ont le devoir d'aider à responsabiliser les citoyens en matière de consommation, notamment alimentaire [...]



### III – Le soutien du Conseil de l'Europe à l'économie sociale et solidaire

- ▶ 2004 : création de la **plate-forme européenne de dialogue sur les initiatives éthiques et solidaires**, entre les pouvoirs publics et les représentants des initiatives citoyennes
- ▶ De nombreuses publications :
  - Les initiatives citoyennes en Europe ;
  - Engagement éthique et solidaire des citoyens dans l'économie : une responsabilité pour la cohésion sociale ;
  - Les choix solidaires dans le marché : un apport vital à la cohésion sociale ;
  - Repenser la consommation pour le bien-être de tous - Réflexions sur la responsabilité individuelle des consommateurs



### III – Le soutien du Conseil de l'Europe à l'économie sociale et solidaire

- ▶ Résolution 1541 en 2007 sur le rôle du financement éthique et solidaire et de la consommation responsable dans la cohésion sociale
- ▶ Recommandation 1786 en 2007 pour une consommation alimentaire responsable
- ▶ Participation et soutien à l'Inter-réseau européen des initiatives éthiques et solidaires IRIS



### III – Le soutien du Conseil de l'Europe à l'économie sociale et solidaire

L'Assemblée recommande au Comité des Ministres d'inviter les Etats membres à prendre en compte la sensibilité croissante de la population à des valeurs différentes de celle de l'intérêt économique immédiat et à prendre des mesures visant:

- à encourager la création d'une synergie entre administrations, entreprises et citoyens autour de cette prise de conscience devenue incontournable;
- à adopter des mesures fiscales d'encouragement en faveur des associations et organismes de développement de l'économie solidaire et du commerce équitable;



## III – Le soutien du Conseil de l'Europe à l'économie sociale et solidaire

En Roumanie :

- ▶ 2007 : Création du territoire de coresponsabilité de Timisoara
- ▶ Concertation avec les citoyens, les autorités locales et la société civile
- ▶ Promotion de l'économie sociale et solidaire comme élément indispensable de la coresponsabilité et facteur de la cohésion sociale et collaboration avec IRIS :
  - Création en 2007 de la première AMAP en Roumanie (association pour le maintien d'une agriculture paysanne) avec l'assistance d'IRIS (URGENCI)